

Pétrole : la dictature des trusts

Exposé du Cercle Léon Trotsky du 19 octobre 2007

En 1979, tandis que les prix à la pompe connaissent une hausse spectaculaire et que les médias prédisaient la disparition prochaine du pétrole, un expert de l'Institut français du pétrole imaginait avec effroi une France privée d'hydrocarbures : « *Rien ne roule plus sur les routes. D'ailleurs, il n'y a plus de routes, faute de goudron et d'asphalte. Plus de distribution. Les commerçants, de l'épicière du coin au supermarché, les halles et les abattoirs, sont obligés de fermer. [...] Pas de tracteurs dans les champs, pas d'avions dans le ciel. Tous les bateaux condamnés à rester à quai, sauf quelques antiques caboteurs marchant au charbon... et les voiliers de plaisance. [...]. Pas de chauffage au fuel, c'est-à-dire plus de la moitié des maisons, des bureaux, des écoles, des hôpitaux condamnés au froid. L'industrie est paralysée. L'agriculture recule d'un siècle.* »

Quarante ans ou peu s'en faut ont passé et les cargos à vapeur n'ont pas repris du service, la traction animale et les engrais naturels n'ont supplanté ni les engins agricoles ni les méthodes modernes de fertilisation des sols.

Alors pourquoi aborder aujourd'hui la question du pétrole ?

D'abord parce que la multiplication par sept des prix du baril depuis cinq ans et son cours actuel au-delà de 80 dollars touchent toute la population. C'est vrai en premier lieu bien sûr des automobilistes. Mais cette flambée des prix a été également répercutée, d'une façon ou d'une autre, y compris pour ceux qui n'ont pas les moyens d'avoir une voiture, sur le coût des transports en général, sur celui du fioul, et donc du chauffage, et enfin sur celui de certaines productions liées à l'activité pétrolière.

Le pétrole tient aujourd'hui une place comparable à celle dévolue au charbon au XIX^e siècle : il constitue la première source d'énergie et joue un rôle central de fournisseur de matières premières pour des pans entiers de l'industrie.

Quant aux entreprises qui dominent ce marché, elles figurent parmi les plus puissantes et les plus prospères.

Depuis les années 1970, à chaque hausse importante du pétrole, on nous abreuve de pseudo-informations sur les origines de cette hausse, ses responsables et les probables retombées sur notre vie quotidienne.

Alors, qui y-a-t-il derrière ce rideau de fumée que l'on colore au gré de l'actualité ? Pour répondre, il faut revenir sur la façon dont le marché du pétrole s'est structuré depuis un siècle jusqu'à son fonctionnement actuel.

Car, à bien des titres, l'histoire de cette industrie reflète l'évolution même du capitalisme.

La formation des premiers trusts du pétrole

Le pétrole est issu de l'accumulation, il y a plusieurs centaines de millions d'années, de déchets organiques mélangés à des sédiments. Par accumulation, ceux-ci descendirent à de grandes profondeurs et furent lentement transformés sous l'effet de la chaleur en hydrocarbures, liquides et gaz.

S'échappant en certains endroits des roches dans lequel il est contenu, le pétrole, sous sa forme visqueuse, le bitume, était connu depuis l'Antiquité, au Moyen-Orient. Mais son usage demeura très limité, essentiellement au calfatage des navires.

Sa première application que l'on peut qualifier d'industrielle fut au XIX^e siècle celle de lubrifiant pour machines. Étymologiquement, le mot pétrole signifiait d'ailleurs « huile de roche ». Cet usage était consécutif à la quasi-disparition des baleines, dont l'huile était fort prisée jusque-là par les industriels, à la suite d'une pêche massive qui les avait décimées. Par la suite, le pétrole fut principalement utilisé pour l'éclairage domestique ou public.

Jusqu'au dernier tiers du XIX^e siècle, il était récupéré par suintement et son extraction était donc difficile. L'essor de la production fut rendu possible par la maîtrise des procédés de forage des nappes pétrolifères par des ingénieurs américains.

La découverte de gisements importants sur le territoire des États-Unis provoqua un afflux de capitaux, d'aventuriers et de prospecteurs. Du sous-sol jaillissait un liquide qu'il suffisait apparemment de recueillir et de commercialiser. Au début des années 1860, en moins de deux ans, dans une zone pionnière de Pennsylvanie, pour chaque dollar investi, un puits en rapportait 15 000 ! Des gens se battaient pour avancer sur les routes encombrées de chariots vers les zones de production, reproduisant les scènes observées lors de la ruée vers l'or en Californie et dans le Grand Nord. Seule la couleur de l'or avait changé.

Le baril, qui constitue l'unité de mesure de la production, environ 159 litres, est une des traces de cette période. À l'origine, c'était des tonneaux de whisky... qu'il fallait donc boire avant de les remplir. Pour l'anecdote, la première spéculation autour de l'industrie pétrolière concerna la fabrication massive de ces tonneaux qui, dans les premiers temps, coûtaient deux fois la valeur du pétrole qu'ils contenaient... Malgré tout, l'importance du contrôle du transport et de ses coûts était d'une certaine façon déjà posée. La mainmise des charretiers sur le transport amena ainsi, dès 1865, la mise au point d'une solution concurrente moins coûteuse : les pipelines.

Une compétition sauvage s'engagea pour produire et transporter le pétrole aussi vite et en aussi grande quantité que possible. La législation américaine amplifia ce phénomène : le possesseur du sol était en effet également propriétaire du sous-sol. Et le liquide appartenait à celui qui l'avait pompé,

même s'il s'agissait d'une nappe commune à plusieurs propriétés, selon le principe dit du « droit de capture » appliqué notamment dans le secteur maritime et... dans la chasse. « *Prends le pétrole de ton voisin avant qu'il ne le découvre !* » affirme un dicton texan. Le territoire fut donc percé de toutes parts. Et, en 1967, sur 700 000 puits producteurs dans le monde, il y en avait encore près de 600 000 aux États-Unis !

Mais à ces « pionniers », dont certains firent fortune quand beaucoup moururent misérables, succédèrent bientôt les « rois du pétrole », de véritables capitalistes qui, à l'ère des monopoles et des « barons » du rail et de l'acier, mirent la production en coupe réglée.

La Standard Oil, la « mère de tous les trusts »

Le premier d'entre eux fut John D. Rockefeller, le fondateur de la Standard Oil Company. La domination de ce premier trust, créé en 1870, fut si forte qu'elle lui permit en quelques années de devenir l'homme le plus riche du monde et d'imposer sa loi à ses concurrents et à un appareil d'État soumis à ses volontés.

En 1863, Rockefeller, que les contrats de fourniture de l'armée durant la guerre de Sécession enrichissaient fortement, avait commencé la construction d'une immense raffinerie à Cleveland. Mais il ne produisait encore pas une seule goutte de pétrole. Il l'achetait auprès de milliers de petits prospecteurs, qui assumaient les risques et les frais du forage. Par la suite, il consolida sa position en négociant des rabais importants auprès des compagnies de chemin de fer pour son transport. Sur le plan industriel, son point fort était de fournir des produits raffinés standardisés pour l'industrie, d'où le nom de Standard Oil Company sous lequel le groupe s'imposa par la suite.

Rockefeller fut à plusieurs reprises la cible d'industriels bien décidés à enrayer son ascension. Durant ces « guerres du pétrole », les communications s'effectuaient en langage codé et les coups de main furent nombreux. Par exemple, quand les tarifs prohibitifs imposés par la Standard Oil ne parvenaient pas à dissuader ses concurrents, les compagnies ferroviaires qui lui étaient inféodées « perdaient » littéralement leurs barils en route. Rockefeller fit également attaquer les ouvriers des autres groupes à coups de barre et de pic ou à l'aide de jets d'eau bouillante.

Au lendemain d'un premier krach, qui vit le pétrole vendu moins cher que l'eau potable dans une région comptant pas moins de 16 000 producteurs, Rockefeller affirma sa volonté de mettre fin à « *cette politique suicidaire de ne pas faire de bénéfice* » et « *rendre le commerce du pétrole sûr et profitable* ». Il se lança dans la production elle-même. « *Achetez tout ce que nous pouvons trouver* » était le mot d'ordre. Il sera appliqué à la lettre.

La Standard Oil absorba progressivement ses concurrents, jusqu'à contrôler 80 % du raffinage des États-Unis. L'un de ses moyens d'enrichissement les plus sûrs était d'orchestrer la variation des cours. Grâce à un service de presse parfaitement rodé, la Standard Oil faisait savoir que le

secteur était menacé par la surproduction, provoquant ainsi une chute des cours. Ses stocks reconstitués au plus bas prix, elle engrangeait des bénéfices colossaux lorsque le marché repartait à la hausse. « *Dieu a créé le monde, disait-on autour de lui, Rockefeller l'a remis en ordre* »... La terreur qu'il inspirait était telle que l'on raconte que, dans les régions de production, les mères disaient à leurs enfants : « *Si tu n'es pas sage, Rockefeller viendra te chercher.* »

À partir de 1895, Rockefeller annonça qu'il ne tiendrait compte dans ses achats que du « *prix affiché* » par la Standard Oil. La Bourse du pétrole, qui établissait chaque matin les cours, ferma : c'est son trust qui, seul, fixait désormais les prix !

Sa domination traduisait l'essor du capital financier dans l'économie capitaliste, au point qu'un analyste a pu décrire le groupe comme « *une banque gigantesque, une banque au sein d'une industrie, finançant cette industrie contre tous ses concurrents* ». Elle traduisait aussi l'étroitesse des liens entre le grand capital et l'appareil d'État. Dès 1881, un auteur concluait non sans humour que la Standard Oil avait « *tout fait à la législation de l'État de Pennsylvanie, sauf la raffiner* ». Cette influence se faisait sentir jusqu'à Washington. La proximité des prétendus représentants du peuple avec les possédants était de notoriété publique et était à la source de maintes plaisanteries. On s'interrogeait alors pour savoir si le Congrès ressemblait davantage à une foire d'empoigne... ou à une salle des ventes. Quant à Rockefeller, on disait qu'un pipeline le reliait directement à la Maison Blanche. L'un de ses collaborateurs, Mac Kinley, gouverneur de l'Ohio, devint lui-même président des États-Unis en 1900.

L'émergence des autres majors aux États-Unis

Les profits engrangés par la Standard Oil étaient malgré tout tels qu'ils ne pouvaient qu'attiser l'hostilité des autres capitalistes. Sous leur pression, et en prétendant satisfaire une opinion publique très hostile aux milliardaires, le Congrès des États-Unis vota un premier texte dit « *anti-trusts* » en 1890, provoquant le morcellement du groupe en plusieurs entités indépendantes. Mais cet éclatement ne fut effectif que vingt ans plus tard. Et cette loi ne mit pas fin à la mainmise des trusts sur le pétrole, puisqu'elle donna naissance à plusieurs compagnies qui contrôlèrent le marché mondial pendant les décennies suivantes. La Standard Oil of New Jersey récupéra plus de la moitié des avoirs de l'ancienne société : elle devint plus tard Exxon (Esso sur le marché européen) sans jamais quitter, jusqu'à aujourd'hui, sa position dominante. Parmi les filiales de la Standard Oil, qui devinrent des sociétés indépendantes et qui se partagèrent le marché, il faut citer Mobil, Chevron et Amocco. Quant à Rockefeller, par la vente de pans entiers de son empire, sa fortune avait doublé : elle équivaldrait à 200 milliards de dollars d'aujourd'hui. Soit environ quatre fois la fortune de Bill Gates !

Cette recomposition était l'une des conséquences d'une lutte acharnée. Car la découverte de gisements, en particulier au Texas, avait fait émerger des sociétés rivales. Deux d'entre elles, Texaco et Gulf Oil, intégreront rapidement le groupe dit des grandes compagnies, ces « majors » ou « sept sœurs » dominant le marché mondial. Gulf Oil se développa à une telle allure qu'en 1949, son fondateur fit cet aveu « *La Gulf Corporation est devenue si grande que j'en ai perdu la trace* »...

Ces découvertes amenèrent également l'essor d'une nouvelle production, celle du mazout, car le pétrole du Texas était de si piètre qualité que les méthodes de raffinage existantes ne permettaient pas de le transformer en kérosène. Dans cette économie livrée à la guerre permanente entre capitalistes, cette matière première allait permettre aux trusts pétroliers de mener une première bataille contre ceux du charbon. Ils pouvaient en effet espérer les supplanter dans plusieurs domaines. Et, tandis que l'électricité remplaçait le pétrole pour l'éclairage, nombre d'industries se convertirent en quelques années du charbon au mazout.

Ce combat fut alimenté par le développement de l'automobile au début du XX^e siècle, en premier lieu aux États-Unis. Dans ce secteur, comme dans celui de l'aviation, le pétrole n'était concurrencé par aucune source d'énergie. Les pétroliers voyaient donc s'ouvrir devant eux d'immenses perspectives de profits. Ils développèrent des réseaux de stations-service, s'assurant ainsi la mainmise sur la chaîne pétrolière, depuis l'extraction jusqu'à la distribution. Le succès commercial du modèle T de Ford, vendu au final à plus de 15 millions d'exemplaires, symbolisa cette nouvelle ère. Et pour alimenter ce vaste marché, le combat des compagnies allait désormais avoir le monde entier pour arène.

La naissance des compagnies européennes à l'ombre de leur État

Mais en dehors du continent américain, les compagnies européennes étaient bien souvent en situation dominante. Elles étaient nées, puis s'étaient développées, grâce au soutien et à la protection de leur propre État, en bénéficiant en particulier de l'accès aux territoires sous la coupe des puissances coloniales, de la maîtrise des mers et des océans par leur marine.

C'est dans l'empire russe, autour de Bakou, que la première exploitation d'envergure avait été entreprise dans le dernier tiers du XIX^e siècle. La société Nobel, notamment, y possédait ses puits, ses raffineries, ses entrepôts de stockage, mais aussi les premiers tankers et des chantiers navals pour les construire.

Cette zone pétrolifère fut l'objet d'une lutte féroce entre les capitalistes européens et américains, principalement le Crédit lyonnais, les Rothschild et l'inévitable Rockefeller. Leur arrivée eut une autre conséquence : la naissance du prolétariat dans la Russie des tsars. Les conditions de travail des ouvriers du pétrole étaient épouvantables. Et toute contestation était brutalement

réprimée par les milices privées des propriétaires. Les témoins racontent que les cavaliers cosaques, dont elles étaient principalement formées, passaient au milieu des travailleurs et distribuaient coups de sabre et de knout. Ceux qui étaient désignés comme meneurs étaient fouettés en place publique.

Quelques années à peine après la construction de ces installations, les travailleurs lancèrent pourtant leurs premières grèves. Et, en 1905, la révolution fut particulièrement active autour de Bakou.

Au Moyen-Orient et en Asie, les principales puissances impérialistes européennes favorisèrent la naissance de compagnies à même de contrer l'hégémonie de la Standard Oil.

La première fut la Royal Dutch Shell. À l'origine de ce groupe anglo-néerlandais, il y avait d'une part la Royal Dutch Company, soutenue par l'État néerlandais et implantée notamment dans une de ses colonies, l'Indonésie, et, d'autre part, l'entreprise Shell. Celle-ci, spécialisée d'abord dans le commerce de nacre, d'où le nom Shell (coquillage en anglais) possédait une flotte importante de bateaux-citernes. Son fondateur, Henri Deterding, avait compris l'intérêt pour les capitalistes de maîtriser ce maillon : « *la simple production de pétrole, écrivait-il, présente ce qui a le moins de valeur et ce qui est le moins intéressant* », comprenez ce qui rapporte le moins de profit : cela reste vrai aujourd'hui. Le patron de la Shell était selon les Nobel un « être épouvantable dont la mission était de massacrer tout le monde et de ramasser les cadavres ». À coups de rachats et d'une nouvelle « *guerre du pétrole* » lui donnant accès au marché américain, Deterding devança Rockefeller au palmarès des plus grandes fortunes. Anticommuniste viscéral, surnommé de son vivant « *l'homme le plus puissant du monde* », il ne dissimulera pas, plus tard, sa sympathie pour le fascisme et Hitler. Shell ainsi que la Standard Oil fournirent abondamment l'armée italienne pour son invasion de l'Éthiopie en 1935 et celle de Franco au cours de la guerre civile espagnole.

L'impérialisme anglais était représenté par une autre société d'importance : l'Anglo-Persian. Elle exploitait un gisement sur le territoire de l'actuel Iran, depuis que le chah lui avait accordé, en 1901, une concession couvrant... la quasi-totalité du pays. En Angleterre, ce pays chantre du libéralisme économique, c'est l'Amirauté elle-même qui pilota le développement de toute l'industrie pétrolière. En 1912, elle décida de convertir toute sa flotte, la plus importante au monde, au mazout. L'Anglo-Persian en fut le fournisseur unique. Winston Churchill, alors Premier lord de l'Amirauté, expliquait : « *Sans pétrole, l'Angleterre ne recevra plus ni mais ni coton ni toute autre matière nécessaire au fonctionnement de son économie. L'Amirauté doit pouvoir contrôler le pétrole à la source ; elle doit pouvoir extraire, raffiner et transporter le pétrole.* » Pour renforcer la puissance de l'Anglo-Persian, l'État prit en charge les investissements, en échange de 51 % de son capital. C'était un placement fructueux : durant le premier conflit mondial, la production de la compagnie en Iran fut multipliée par dix. Et jusqu'en 1987 le gouvernement anglais devait rester actionnaire de ce groupe, devenu entre temps BP, British Petroleum.

L'impérialisme français faisait, avec l'Allemagne, figure de parent pauvre sur le plan pétrolier. L'issue de la Première Guerre mondiale, menée justement

pour un repartage du monde et de ses ressources, devait lui permettre de rattraper quelque peu son retard. Au cours du conflit, l'armée avait dû se fournir auprès des groupes américains, qui assuraient alors les deux tiers de la production mondiale. Menacés de disparition, les capitalistes français du pétrole, spécialisés dans le négoce, se tournèrent vers l'État. Pour protéger ses industriels, celui-ci imposa des quotas limitant à 30 % la part des trusts américains, et s'attribua le monopole sur les importations. Clemenceau n'avait-il pas affirmé qu'il fallait que la France possède son pétrole, car celui-ci était désormais « *aussi nécessaire que le sang dans les batailles de demain* » ?

Avant même la fin de cette guerre, la France et la Grande-Bretagne s'étaient entendues pour se partager les territoires de l'empire ottoman au Moyen-Orient et délimiter leurs zones d'influence respectives futures. Celles-ci furent entérinées au lendemain de la guerre. D'un trait sur une carte, et en se gardant bien de consulter les populations, ni même ceux qui s'en disaient les représentants, la France se vit accorder un « mandat » en Syrie et au Liban, la Grande-Bretagne assurant son emprise sur tous les autres États créés à cette occasion. Simultanément, les dirigeants politiques de ces deux puissances s'arrachèrent les dépouilles de l'impérialisme allemand. Parmi celles-ci, il y avait les actions que la première banque allemande, la Deutsche Bank, possédait dans la Turkish Petroleum Company, la compagnie des pétroles de Turquie fondée quelques années plus tôt.

Ces actions furent attribuées à la Compagnie française des pétroles, la CFP, ancêtre de l'actuelle Total, qui venait d'être créée avec l'appui de l'État. Cette compagnie obtenait ainsi un quart des gisements pétroliers situés sur le territoire de l'actuel Irak : les capitalistes français avaient enfin un accès direct à la mangeoire pétrolière.

Un pillage organisé des ressources à l'échelle mondiale

Au lendemain de la guerre, les prévisions des « spécialistes du pétrole » étaient alarmistes.

En 1919, un organisme officiel américain annonça le déclin de la production nationale pour les deux à cinq ans à venir. Des recherches furent menées pour extraire des carburants liquides du charbon, et le gouvernement britannique consacra des terres à la culture des artichauts, dans l'espoir que cette plante pourrait produire de l'alcool en quantité suffisante pour être utilisée comme carburant. La fin du pétrole, on le voit, n'est pas une idée nouvelle, pas plus que celle du biocarburant...

L'ensemble du Moyen-Orient devint l'enjeu principal de l'appétit des majors, d'autant que la révolution d'Octobre, suivie par l'expropriation de l'industrie pétrolière par les bolcheviques, leur avait fermé l'accès de tout le territoire russe, et donc des riches gisements de Bakou.

Le Moyen-Orient était une chasse gardée britannique. Mais cette domination allait être remise en cause, car la guerre venait de consacrer la puissance américaine.

En 1920, le gouvernement américain fit voter une loi qui refusait tout forage aux industries étrangères dont le gouvernement refusait les mêmes droits aux Américains. Grâce à cette disposition, les compagnies américaines purent prendre pied sur le sol du Moyen-Orient. Leurs concurrentes européennes durent consentir au partage. C'est dans ce cadre, par exemple, qu'elles formèrent un cartel, qui prit le nom d'Irakian Petroleum Company, pour la prospection et l'exploitation du territoire irakien. Au sein de cette compagnie, l'Anglo-Persian, Shell, la Compagnie française des pétroles et les groupes américains se voyaient attribuer chacun 23,75 % des parts. Les 5 % restants étaient dévolus à un intermédiaire du nom de Gulbenkian, présent dans toutes les transactions importantes de la période et resté dans l'histoire du pétrole comme « monsieur 5 % ». De quoi lui assurer une fortune colossale.

Cette politique d'entente allait dominer le secteur jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale. À partir de 1928, pour lutter contre la baisse des prix et conquérir de nouveaux marchés, les trois principaux trusts passèrent une série de conventions secrètes en ce sens. Et la crise économique, qui ébranla l'année suivante l'économie capitaliste, ne fit que renforcer cette tendance.

Au cours d'une réunion des représentants des majors, officiellement pour une partie de chasse, une « *ligne rouge* » fut ainsi tracée à la va-vite sur une carte du Moyen-Orient. Tout gisement découvert à l'intérieur de cette zone deviendrait désormais la propriété de ces grandes compagnies, ainsi contraintes de l'exploiter en commun. C'était une nouvelle avancée pour les capitalistes américains.

Le deuxième volet de cette politique d'entente fut une réglementation de la production et des prix. Les compagnies se répartirent des quotas de production, sauf sur le territoire américain qui était exclu de l'accord. La construction de nouvelles raffineries fut très strictement limitée. Une sorte de prix mondial unique fut également fixé, assurant le profit maximum. C'est ainsi que le pétrole du Moyen-Orient, qui coûtait beaucoup moins cher à extraire, vit son cours établi au même niveau que celui produit aux États-Unis. Pour cela, et bien qu'il fut essentiellement livré à l'Europe, les majors ajoutaient sur la facture les coûts du transport fictif jusqu'en Amérique, appelés frais « *fantômes* ». Mais leurs bénéficiaires, eux, étaient bien réels !

La flotte britannique fut donc contrainte de payer le mazout iranien au même prix que si elle s'était fournie au Texas, c'est-à-dire au prix fort, et ce y compris pendant la Deuxième Guerre mondiale. L'État britannique aurait pu, bien sûr, imposer d'autres tarifs, du moins à l'Anglo-Persian. Mais il n'était pas question pour lui de léser ses propres trusts. Preuve que, déjà, c'était les États qui se pliaient aux intérêts des trusts, et pas l'inverse.

Par cette série d'accords, les compagnies américaines avaient garanti la rentabilité de leurs puits sur une longue période. Et leur domination se trouva encore renforcée par le fait que le dollar fut choisi comme monnaie pour le commerce du pétrole. Un privilège toujours en vigueur.

Cet expansionnisme de l'impérialisme américain fut consolidé par le passage dans sa zone d'influence de l'Arabie saoudite. Dès 1933 et bien qu'aucune goutte de pétrole n'y ait encore été extraite, les entreprises américaines y raflèrent d'immenses gisements. L'une d'elles obtint une concession pour 60 ans sur un territoire qui atteindra 1 400 000 kilomètres carrés en 1939, soit près de trois fois la superficie de la France. Cela assura pour plusieurs décennies de somptueux revenus aux actionnaires, et fit la fortune d'Ibn Saoud et de sa royale famille. Lui qui, dit-on, pouvait jusque-là transporter tout le trésor national dans les sacs à sel d'un chameau...

La prospérité des compagnies malgré la crise des années trente

Malgré la crise des années trente, la production automobile et l'essor de la pétrochimie assuraient des débouchés croissants aux compagnies pétrolières. En 1929, 78 % des automobiles circulant dans le monde se trouvaient aux États-Unis. De nouveaux réseaux de stations-service s'étaient mis en place : il y en avait 7 000 en 1930 et le double dix ans plus tard, permettant de vendre, par la même occasion, bien d'autres choses que de l'essence. Le boom entraînait également des découvertes techniques, l'usage de la photographie aérienne, de la sismologie et des sociétés spécialisées dans la prospection. Les villes elles-mêmes, les industries, les logements furent construits presque exclusivement en fonction du transport routier et de la volonté des grands groupes capitalistes, au point qu'on évoque aux États-Unis le « *petroleum way of life* ».

C'est également au cours de cette période que le plomb fut imposé comme additif à l'essence, malgré sa toxicité reconnue par de nombreuses études. L'éthanol, qui aurait pu jouer le même rôle anti-détonnant et était non polluant, fut rejeté, car ne pouvant pas être breveté par les trusts, il ne les intéressait pas. Parallèlement, et pendant plus de quarante ans, les recherches sur la dangerosité de l'essence au plomb furent contrôlées par Du Pont, le géant mondial de la chimie, General Motors, numéro 1 de l'automobile, et la Standard Oil. Or, Du Pont disposait alors de plus d'un tiers des actions de General Motors, qui possédait elle-même le brevet de cet additif... Et c'est ainsi que, dès 1936, le plomb était présent dans 90 % de l'essence. Son utilisation est à l'origine de milliers de morts et ce jusqu'à aujourd'hui, notamment dans les pays pauvres où son usage reste très répandu.

La défense des intérêts pétroliers par l'État américain

L'État, garant dévoué des intérêts des grands industriels, couvrit de son autorité l'introduction du plomb. Les affaires de corruption, d'avantages accordés par le gouvernement à des sociétés privées, étaient d'ailleurs si fréquentes qu'elles finirent par inonder la presse. « *Tout Washington barbotte jusqu'au cou dans le pétrole* », écrivait un journal à grand tirage. Les procès furent également nombreux mais les condamnations très rares. Comme le disait à ce propos un sénateur américain, « *aux États-Unis, on ne peut pas condamner un million de dollars* »...

Mais, dans le contexte de crise généralisée, la multiplicité des producteurs aux États-Unis et la concurrence acharnée qu'ils se menaient avaient entraîné une baisse importante des prix du pétrole. La seule façon de l'enrayer et de maintenir à flot les producteurs fut le recours à l'interventionnisme étatique.

En 1931, le gouverneur de l'Oklahoma poussa cette politique jusqu'à proclamer l'état d'urgence, puis décréter la loi martiale. Il donna même l'ordre à la milice de prendre le contrôle des principaux champs pétrolifères et annonça qu'il allait les maintenir fermés jusqu'à ce que le baril « *atteigne un dollar* ». Alors que son prix oscillait alors entre 10 et 20 cents, « *un dollar le baril* » devint le slogan des producteurs. L'État fédéral ne fut pas en reste. Sous l'administration Roosevelt, un « *monsieur pétrole* » fut désigné. Il devait déclarer : « *l'industrie pétrolière est au bord de la catastrophe et [...] continuer à ne rien faire aboutira à l'effondrement total de l'industrie* ». Le gouvernement organisa donc la régulation de la production, sur la base d'un système de quotas mensuels, définis pour chaque État, et dont le non-respect était sévèrement réprimé. À la demande des pétroliers, des droits de douane furent introduits, réduisant à moins de 5 % la part des importations dans la consommation intérieure.

Fortes de cette collaboration, les majors traversèrent la crise allègrement.

Seule ombre à ce tableau pour la bourgeoisie des puissances impérialistes : la nationalisation par le Mexique de son industrie pétrolière. Le soulèvement de la population mexicaine, à partir de 1910, avait mis à l'ordre du jour la souveraineté de l'État sur son sous-sol. En 1917, la formule avait même été inscrite dans la nouvelle constitution. Dans la réalité, les compagnies, comme en témoigne le roman de Traven, *Rosa Blanca*, imposaient leurs lois et leur ordre sur tout le continent.

Mais en 1937, le Mexique fut paralysé par la grève des travailleurs du pétrole qui luttaient pour une augmentation des salaires. Elle fut suivie par des grèves de soutien dans tout le pays qui provoquèrent une grande frayeur parmi les possédants. En mars 1938, le président Cardenas signa finalement l'ordre d'expropriation des compagnies étrangères, entraînant la rupture des relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne. Les actionnaires seront indemnisés. Mais l'économie mexicaine subit pendant plusieurs années les effets dramatiques du boycott imposé par les compagnies, à commencer par Shell qui assurait les deux tiers de la production pétrolière du pays. Pour la première fois, cependant, naissait une compagnie d'État dans un pays pauvre.

L'enjeu des ressources pétrolières pendant la Deuxième Guerre mondiale

Au cours de la Deuxième Guerre mondiale, le contrôle des zones pétrolières fut un enjeu majeur de la lutte des différents impérialismes. L'Allemagne nazie, qui dépendait à 90 % du charbon, avait en Europe des visées sur le pétrole soviétique et roumain, et au Moyen-Orient sur les territoires contrôlés par les Britanniques. Depuis le début des années trente, les industriels de la chimie avaient consacré des sommes très importantes à la recherche sur les carburants synthétiques, en partenariat avec de grandes compagnies américaines. Et ce avec un certain succès, puisqu'en 1940, 46 % de l'approvisionnement de l'Allemagne en pétrole en étaient issus. Mais sur le plan militaire, notamment pour l'aviation, il était d'une efficacité moindre. Et devant Stalingrad, l'essence allemande gelait dans les réservoirs, alors que les T34 soviétiques ne connaissaient pas ces problèmes.

En Asie, depuis les années trente, le Japon avait étendu sa domination par la force et les massacres, notamment en Chine. Mais il restait tributaire des États-Unis pour ses importations de pétrole. Et c'est aussi avec du kérosène fourni par les trusts américains que l'impérialisme japonais s'attaqua aux colonies néerlandaises et britanniques de l'est asiatique, riches en gisements et en installations. Ces achats connurent même un boom spectaculaire jusqu'à l'adoption, à l'été 1941, des premières mesures d'embargo par l'État américain, quelques mois avant le bombardement japonais à Pearl Harbor.

La guerre elle-même, c'est-à-dire l'utilisation massive des blindés, de l'aviation et des navires de guerre, voire des explosifs, imposait des réserves, et un réseau de distribution à l'échelle mondiale, qu'en définitive seuls les trusts américains possédaient.

Ce conflit qu'on nous présente comme l'affrontement entre la démocratie et le fascisme était, comme celui de 1914-1918, mené pour un repartage du monde. Et si la victoire des forces anglo-saxonnes, alliées à la bureaucratie soviétique, permit aux États-Unis d'écarter l'Allemagne et le Japon, leurs rivaux de l'autre camp, elle fut aussi l'occasion d'étendre leur influence sur les territoires dominés jusque-là par la Grande-Bretagne, et, dans une moindre mesure, par la France.

Les compagnies pétrolières américaines ne pouvaient qu'en sortir renforcées et enrichies, aux dépens de leurs concurrentes européennes.

Le repartage impérialiste du monde : l'hégémonie des compagnies américaines au lendemain de la guerre

L'Arabie saoudite, et au-delà l'ensemble du Moyen-Orient, devint pour ces compagnies un véritable eldorado. Au cours du conflit, un responsable en ingénierie avait eu cet aveu : « *le pétrole dans cette région est le plus formidable butin réuni en un même endroit que l'Histoire ait jamais fourni* ». Une course poursuite avec l'impérialisme britannique fut engagée pour son contrôle, officiellement par crainte de la pénurie.

À son retour de la conférence de Yalta, en 1945, Roosevelt rencontra Ibn Saoud, le dirigeant de l'Arabie saoudite que les Britanniques avaient pourtant largement rétribué de leur côté, et lui fit signer un contrat qui donnait l'exclusivité aux majors américaines. Le secrétaire d'un président des États-Unis écrira d'ailleurs, que « *bien des conférences, après la dernière guerre, sentaient le pétrole de façon suffocante* ».

D'un accord associant une compagnie que le gouvernement américain avait nationalisée, pour mieux contrôler la production de la région, et les plus grands groupes, naquit finalement en 1944 l'ARAMCO (Arabian American Oil Company). Celle-ci allait permettre, pendant plusieurs décennies, aux trusts américains de pomper les immenses gisements du pays et d'amasser des profits non moins impressionnants.

Le magnat de la presse Beaverbrook, se faisant le porte-parole de la bourgeoisie britannique, protesta : « *le pétrole est le seul puissant capital de l'après guerre qui nous reste. Nous devons refuser de partager ce dernier actif avec les Américains* ». Mais les capitalistes européens n'étaient plus en mesure de fixer leurs conditions. Les accords de la « ligne rouge », qui avaient réglementé l'exploitation pendant une vingtaine d'années en associant les compagnies américaines et européennes, étaient caducs. Au nom du principe dit de la « porte ouverte », l'impérialisme américain chassait ceux qui étaient déjà dans la place. En Arabie saoudite, un port en eau profonde fut creusé et la création de la plus importante base militaire américaine de la région fut entreprise. Les intérêts des trusts et la dictature des émirs étaient ainsi durablement protégés.

La dictature des majors sur les économies des pays producteurs était alors sans limite. Elles obtinrent des droits d'exploitation de très longues durées (de l'ordre de cinquante ans), sans que les États aient le moindre droit de regard sur l'exploitation comme sur les revenus réels. Le gouvernement saoudien avait bien un représentant au conseil d'administration de l'ARAMCO, mais il était privé du droit de vote et des principales informations qui étaient traitées ailleurs.

Quant aux taxes qu'ils percevaient, les royalties, elles étaient dérisoires, de même que celles versées aux États par lesquels transitaient les pipelines.

La production, le transport, le raffinage, le négoce de l'essence et les industries pétrochimiques étaient contrôlés par les majors. Au début des années cinquante, par exemple, celles-ci détenaient 95 % de la production en Irak et en Iran, et même 100 % de la production en Arabie saoudite et au Koweït. Elles possédaient par ailleurs 55 % des capacités de raffinage, la moitié des tankers et les trois cinquièmes du réseau mondial de pipelines.

Après avoir déversé une « mer de pétrole » pour alimenter les belligérants entre 1939 et 1945, les compagnies disposaient d'un véritable trésor de guerre. Ces réserves, et leurs liens avec les plus grandes banques, leur permettaient de partir également à la conquête du marché européen et des positions des industries charbonnières. Le charbon était en effet encore largement utilisé, notamment pour le chauffage et dans les chemins de fer. Les majors engagèrent ce combat, en imposant des prix bas en Europe, tout en maintenant des tarifs protectionnistes sur leur sol. Le Parti Communiste Français, fort de ses ministres, lança alors la « bataille du charbon », pour défendre les intérêts français contre ceux des trusts américains. Il mit tout son poids et son crédit dans la classe ouvrière pour imposer des cadences infernales, des salaires de misère et briser les tentatives de grève. Au dumping des compagnies pétrolières sur les prix, il répondait en quelque sorte par le dumping social !

Au début de la guerre froide, le plan Marshall permit à son tour de renforcer un peu plus l'emprise des grandes compagnies. D'ailleurs, selon un rapport officiel américain, sans le pétrole, qui représentait environ 20 % de l'ensemble du programme, « *le plan Marshall n'aurait pas pu fonctionner* ». Les majors en étaient les premières bénéficiaires puisque ce plan servait à l'achat de leurs produits.

L'émergence du nationalisme dans les pays producteurs et la création de l'OPEP

Les années cinquante virent la montée des aspirations nationales en Asie, en Afrique et dans le monde arabe. Au Moyen-Orient, les classes riches, qui restaient totalement étrangères au sort des masses pauvres, firent quelques déclarations sans suite pour réclamer, essentiellement pour elles-mêmes, une part plus importante des richesses extraites dans leur pays.

En Iran, en revanche, eut lieu une tentative de remise en cause de ce pillage. Les compagnies britanniques y étaient dominantes depuis l'octroi des premières concessions, et l'Anglo-Iranian, le consortium héritier de l'Anglo-Persian comprenant la future BP, y bénéficiait d'un statut privilégié. Elle ne versait qu'une indemnité dérisoire à l'État iranien, qui ne contrôlait ni les quantités extraites ni les prix de vente.

On évalue que de 1944 à 1953 les bénéfices tirés du pétrole dans le pays furent de 5 milliards de dollars, dont l'Iran ne reçut que quelques dizaines de millions, et encore pour l'essentiel sous la forme de matériel militaire.

En avril 1951, sous la pression de la rue, le dirigeant nationaliste Mossadegh fut nommé Premier ministre contre la volonté du chah, fidèle serviteur de l'impérialisme.

Mossadegh réclama un partage des bénéfices à 50/50.

Les majors américaines venaient en effet de s'entendre de cette manière avec plusieurs États, dont l'Arabie saoudite. Ce partage ne portait que sur les seuls bénéfices déclarés. Et cette mesure ne leur coûtait rien, car elles avaient obtenu le droit de déduire de leurs impôts les sommes versées aux pays producteurs. C'était donc le contribuable qui payait à leur place ! Mais cet arrangement fut refusé à l'Iran.

En réaction, Mossadegh nationalisa le secteur du pétrole. Les actionnaires furent indemnisés, mais l'Anglo-Iranian suspendit aussitôt ses activités et organisa le boycott de la production. Les autres majors se solidarisèrent, car leur concurrence cessait dès qu'elles considéraient qu'un gouvernement prenait trop de liberté. Des navires de guerre anglais furent envoyés dans le golfe Persique, et tous les pays impérialistes soutinrent la Grande Bretagne.

En 1952, les recettes issues du pétrole tombèrent à zéro : il était impossible à l'Iran de commercialiser les produits de l'extraction et du raffinage. Mossadegh tint bon et finit, en pleine guerre froide, par se tourner vers l'URSS. Le gouvernement américain utilisa ce prétexte pour le renverser. Un coup d'État, encadré et dirigé par la CIA, rétablit le chah d'Iran au pouvoir. Une répression impitoyable frappa le pays et en premier lieu les militants du Parti Communiste. Cette intervention permit aux capitalistes américains de prendre pied en Iran, au détriment de leurs rivaux britanniques : c'était le prix à payer par ces derniers pour préserver leurs intérêts dans le pays.

La compagnie nationale créée par Mossadegh resta la propriétaire en titre des installations. Mais l'exploitation et la commercialisation, sources principales des bénéfices, étaient détenues par un consortium contrôlé à 40 % par BP, par les groupes américains à 40 % également, le reste étant partagé entre Shell et la Compagnie française des pétroles, l'actuelle Total.

Pour parachever leur conquête du marché européen, les majors firent baisser brutalement les prix de près de 20 % en 1959, puis une nouvelle fois en 1960, réduisant d'autant les revenus des pays producteurs. Le baril de pétrole se vendait alors à moins de deux dollars. En réaction, les pays producteurs créèrent l'OPEP, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole. À sa fondation, en 1960, elle réunissait de fidèles alliés des États-Unis : l'Arabie saoudite, l'Irak, l'Iran, le Koweït et le Venezuela. Ses dirigeants ne cherchaient nullement à s'en prendre à l'impérialisme et son premier directeur général était même un Français, et futur ministre de Mitterrand, Claude Cheysson. La plupart devaient d'ailleurs à l'appui des compagnies de se maintenir au pouvoir, quand ils n'y avaient pas été placés directement par elles. Tout au plus voulaient-ils desserrer quelque peu leur monopole, et donner le change vis-à-vis des populations, révoltées par le pillage des richesses.

Quelques sociétés dites « indépendantes », c'est-à-dire n'appartenant pas au petit groupe des « sept sœurs », et représentant des impérialismes de seconde zone, en profitèrent pour se faire une place sur le marché en consentant à certains États des royalties plus élevées, c'est-à-dire au-delà du partage 50/50. Ce fut le cas notamment pour le groupe italien ENI, connu ici à travers le réseau AGIP. Son dirigeant, Mattei, sera d'ailleurs assassiné dans des conditions mystérieuses après avoir négocié un important contrat avec la Libye.

Le pétrole dans la crise de l'économie capitaliste des années 70

À partir de la fin des années soixante, l'économie capitaliste, à commencer par son principal moteur, les États-Unis, présenta des signes d'essoufflement.

Le marché ne se développant pas au même rythme qu'auparavant, le taux de profit baissa. Les investissements productifs ralentirent et le chômage de masse fit son apparition. La crise dite de surproduction commençait. Elle se doublait d'une crise monétaire, l'État américain finançant en particulier les gigantesques dépenses militaires liées à son intervention au Vietnam, en creusant son déficit budgétaire et en inondant la planète d'un dollar de plus en plus dévalué. Durant la période 1955-1970, celui-ci avait connu une dépréciation de près de 35 %. En 1971, l'État américain décréta qu'il ne pouvait plus être converti en or et dévalua par la suite sa monnaie à deux reprises. Les revenus des pays producteurs de pétrole s'en trouvèrent donc fortement amputés.

De leur côté, les compagnies pétrolières devaient faire face à certaines obligations. Elles avaient investi dans des projets qui constituaient des investissements sur le long terme qu'elles ne pouvaient pas stopper : construction notamment de pipelines en Alaska, mise en exploitation des zones off-shore en mer du Nord et dans le golfe du Mexique.

Il leur fallait absolument trouver des moyens de les financer sans écorner leurs bénéfices. Avec une hausse des prix, comme l'expliquait alors un banquier, ces projets redeviendraient « *rationnels et commercialement viables* ».

Les majors se devaient donc d'augmenter leurs marges bénéficiaires dans les pays pauvres, tout en maintenant profitable l'exploitation de puits dans les pays riches, et en particulier aux États-Unis, où les coûts de production étaient beaucoup plus élevés.

Le gouvernement américain obéit sans tarder à leurs exigences. Dès 1971, une commission formée par Nixon travailla dans le plus grand secret à réexaminer la politique énergétique nationale. Ses conclusions étaient claires : il fallait provoquer une hausse du pétrole importé afin « *de stabiliser les prix intérieurs à un niveau élevé et d'encourager les investissements nécessaires au développement des sources nationales d'énergie* ».

Une véritable mise en condition de l'opinion fut orchestrée. En pleine campagne électorale, pendant laquelle Nixon fit de l'énergie un de ses axes majeurs, on observa curieusement des signes de pénurie dans plusieurs États. L'essence y fut rationnée, des écoles et des usines fermées faute de fuel. Les pétroliers ne furent pas en reste et engagèrent une propagande au nom de l'indépendance énergétique du pays.

Ce virage surprit les dociles dirigeants de l'OPEP qui n'avaient jamais osé réclamer une hausse des prix conséquente. En juin 1972, devant le congrès arabe du pétrole, James Akins, directeur du bureau des carburants et de l'énergie au département d'État, et conseiller de Nixon, prétendit que certains pays de l'OPEP pensaient augmenter les prix « *jusqu'à 5 dollars par baril* ». Nicolas Sarkis, aujourd'hui « expert » des questions pétrolières, présent à cette réunion raconte : « *j'avais à mes côtés le ministre irakien du pétrole. Quand il entend le chiffre de 5 dollars, il se gratte l'oreille et me regarde, sidéré, me demandant si j'ai bien entendu la même chose. Notre surprise est d'autant plus grande qu'aucun pays de l'OPEP n'a même pas encore commencé à discuter de l'évolution des prix pétroliers.* »

Et Sarkis de conclure : « *Nous avons le sentiment d'avoir fait des choses réellement révolutionnaires (il s'agit des nationalisations) et brusquement un homme [...] intervient et nous explique que nos objectifs sont trop timorés et que nous devons viser plus fort et plus haut. Un membre influent de l'entourage de Nixon et des conseils d'administration des grandes compagnies pétrolières nous administrait au fond une leçon de radicalisme politique. C'était insensé pour nous.* »

Des accords commencèrent donc à être négociés avec les pays producteurs. Les prix du pétrole produit aux États-Unis, qui étaient réglementés jusque-là par l'État fédéral, furent progressivement libérés.

Et c'est dans cette politique qu'il faut voir la cause première, et essentielle, de l'augmentation brutale des prix à partir de 1973.

À l'automne de cette année-là, l'élément déclencheur de la hausse, ou plus exactement le prétexte, fut l'embargo sur l'exportation des produits pétroliers du Moyen-Orient par les pays de l'OPEP. Leur objectif premier était d'ailleurs de dénoncer la politique d'Israël, qui venait d'engager la guerre contre l'Égypte, et non de faire monter les prix du pétrole. Cet embargo fut en outre contourné, y compris par son initiateur, l'Arabie saoudite, puis supprimé quelques mois plus tard.

L'OPEP, rendue responsable de la politique des majors

Pourtant, d'une opération dont elle n'était ni l'instigatrice, ni la principale bénéficiaire, c'est bien l'OPEP qui fut rendue responsable.

Le président Nixon avertissait : « *Les États-Unis vont avoir à affronter les restrictions d'énergie les plus sévères qu'ils aient jamais connues, même pendant la Seconde Guerre mondiale* ». L'OPEP, dont tous les médias se gaussaient jusque-là – le *Washington Post* écrivant à son propos qu'elle n'était qu'un « *conglomérat belliqueux d'émirats de chameliers et de républiques bananières* » – fut soudain désignée comme un puissant cartel menaçant la sécurité et la prospérité du monde. Que Exxon ait publié des bénéfices en hausse de 80 % cette année là ne les choquait visiblement pas.

En France, le gouvernement se glorifiait à coups de campagnes publicitaires du fait que si le pays n'avait pas de pétrole, il avait des idées... Les citoyens étaient appelés à porter un pull à leur domicile et à faire la « chasse au gaspi ». De nombreux « spécialistes » évoquèrent la fin des ressources pour l'an 2000.

Cela permit de promouvoir l'essor de l'énergie nucléaire, présentée comme infiniment moins coûteuse, moins polluante, et française, elle.

Quant au rapport parlementaire Schwartz, qui avait dénoncé les avantages exorbitants, notamment fiscaux, dont bénéficiaient les compagnies pétrolières, et leur entente sur les prix, il fut tout bonnement enterré... et même retiré des librairies !

Les médias se firent les relais de cette entreprise de conditionnement. On voulait nous faire croire que le pouvoir économique était passé entre les mains des pays producteurs. Certains évoquèrent un « *ébranlement de la civilisation industrielle avancée* » quand d'autres parlaient de l'année 1973 comme d'un « *événement comparable à la Révolution française et russe* » !

Le journal *L'Express* expliquait qu'il suffirait de quinze années aux dirigeants de l'OPEP pour acheter la totalité des sociétés cotées en Bourse à travers le monde, de trois années pour acheter tout l'or des Banques centrales, de dix jours pour acheter les Champs-Élysées, et de huit minutes seulement pour acheter la société de la tour Eiffel ! À ce jour, en tout cas, aucun émir n'a racheté ce journal. En France, s'il n'y avait pas de pétrole, on avait en tous cas une presse imbécile et aux ordres !

Si l'augmentation générale des prix du pétrole ne fut pas la cause de la crise des années soixante-dix, elle en fut malgré tout un facteur aggravant. Elle amplifia notamment la baisse du taux de profit dans bon nombre de secteurs de l'industrie. Les trusts du pétrole, eux, prospérèrent, en puisant dans les profits des autres capitalistes. En situation de monopole, ils pouvaient se le permettre.

D'un « choc » à l'autre : les transformations du marché

En 1979, le scénario d'envol des prix se reproduisit. Ce fut cette fois l'insurrection contre le chah en Iran, puis la guerre entre ce pays et l'Irak l'année suivante qui furent invoquées.

La population eut à juste titre l'impression d'être prise en otage, car les factures d'essence et de chauffage ponctionnèrent douloureusement le pouvoir d'achat des plus modestes. Mais les preneurs d'otages n'étaient pas les pays producteurs. L'inflation mondiale s'ajoutant à la dépréciation du dollar, leurs revenus étaient redescendus en effet au niveau d'avant le premier choc pétrolier. Ils avaient ainsi perdu tous les bénéfices de la hausse de 1973. Les seuls gagnants avaient été les compagnies pétrolières et les États des pays consommateurs par le biais de la perception des taxes.

Le marché avait connu d'autres évolutions significatives. Le système des contrats à long terme, protégeant les parts de marché des grandes compagnies et assurant des revenus stables aux pays producteurs, avait été supplanté progressivement par la multiplication des contrats à court terme. Il existait désormais un prix « officiel » et un prix « libre », défini au jour le jour. Le règne des traders, ces spécialistes des montages financiers complexes, commençait. Leur objectif n'était plus la livraison du pétrole, mais les plus-values qu'ils pouvaient retirer, à tout instant, de transactions fictives incluant une multitude d'intermédiaires.

C'est à cette période encore que le prix du gaz, dont les compagnies étaient également d'importants fournisseurs, fut indexé sur celui du pétrole, et que des contrats fixant les cours sur une longue durée furent institués. C'était une façon de s'assurer des profits durables et d'empêcher toute concurrence dans ce secteur également.

Dans le même temps, les majors diminuèrent de façon drastique leurs investissements : de 1981 à 1988, ils furent divisés par deux. Elles avaient décidé, en effet, d'engager leurs avoirs sur les places financières et de se lancer dans une politique de rachat des compagnies dites indépendantes : le « forage » à Wall Street était infiniment plus rémunérateur !

Sans augmenter les quantités produites, et même en amplifiant le recul momentané de la production, les pétroliers parvinrent, avec la complicité des gouvernements, à prélever sur les populations une provision leur permettant d'assurer leurs investissements futurs, et de financer leur reconversion partielle dans d'autres sources d'énergie. La baisse des prix du brut au cours des années 80, moins 50 % entre 1981 et 1986, qui fut qualifiée de « *contre-choc pétrolier* », n'affecta pas cette puissance, car elle ne fut en rien répercutée auprès des consommateurs. Elle mit en revanche à genoux la plupart des pays producteurs grevés de dettes.

Or noir, pillage impérialiste et guerres : le pétrole dans le monde impérialiste

Trente ans après le « choc pétrolier » de 1973, l'économie capitaliste n'est passée sous le contrôle ni des émirs ni des bourgeoisies nationales des pays producteurs. Les revenus de ces derniers n'ont pas remis en cause la domination de l'impérialisme.

Jusqu'aux années 1970, la quasi-totalité des richesses était directement récupérée par les majors. Avec la création de l'OPEP, la nationalisation du sous-sol dans plusieurs pays et la création de compagnies nationales, les mécanismes du pillage ont été quelque peu modifiés. Mais le mouvement d'ensemble reste identique.

Quelques familles princières, dans des micro-États situés pour la plupart au Moyen-Orient, se sont trouvées en possession de rentrées d'argent massives. Elles ont accumulé jusqu'à la caricature yachts, flottes de Rolls Royce et palaces à la Walt Disney. On a vu, plus récemment, construire une piste de ski en plein désert...

Mais cette gabegie ne représente que la face ostentatoire de leur fortune soudaine, celle que les médias mettent complaisamment en avant. Car pour l'essentiel, les revenus pétroliers, les « pétrodollars » dont il fut beaucoup question en 1973, n'ont été que marginalement investis sur place. Et si une partie a servi à l'achat d'armes en tous genres, c'était pour le plus grand bénéfice des entreprises occidentales.

La majeure partie de ces capitaux retourna, aussi rapidement que les techniques financières le permettaient, vers les pays riches. Placés sur les places financières, ils servaient de garantie à de nouveaux crédits, ou à l'achat massif de bons du Trésor américains, c'est-à-dire à financer les emprunts et les déficits de la première puissance impérialiste.

À ces « pétrodollars » issus des pays producteurs, il faut ajouter les profits faramineux réalisés par les entreprises du secteur pétrolier et para-pétrolier. Cette masse gigantesque de capitaux, hors de tout contrôle de l'État américain, a formé pour ainsi dire un système financier parallèle drainant les fonds du monde entier. Pendant une dizaine d'années, ce mécanisme a eu pour conséquence visible d'alimenter l'inflation mondiale. À plus long terme, il a été l'un des principaux moteurs de la financiarisation qui constitue un trait majeur de l'évolution du capitalisme depuis un quart de siècle.

L'ensemble des pays producteurs, leurs industries et leurs finances demeurent donc totalement intégrés à l'économie capitaliste, et ce dans une situation de subordination.

L'argent du pétrole a assuré aux couches dirigeantes du Moyen-Orient les moyens de se maintenir au pouvoir, alors que bon nombre d'activités agricoles dépérissaient et que la majorité de la population était laissée à l'écart et dans la misère. Quant aux millions de travailleurs immigrés, venus du Proche ou du Moyen-Orient, Palestiniens ou Égyptiens, mais aussi de régions beaucoup plus lointaines d'Asie, ils furent et continuent d'y être traités en quasi-esclaves.

Le premier exportateur mondial, l'Arabie saoudite, reste, comme tous ces États pétroliers, un des régimes les plus réactionnaires de la planète, notamment envers les femmes, en même temps qu'un des plus fidèles alliés de l'impérialisme dans la région. Mais c'est justement à travers le maintien de ces structures sociales et politiques d'un autre âge que celui-ci perpétue sa domination.

Contrairement aux affirmations d'un certain nombre de courants nationalistes ou tiers-mondistes, dans une économie dominée par les puissances impérialistes, les groupes financiers et industriels, il était vain d'espérer tirer un pays du sous-développement et de la dépendance par la simple nationalisation des ressources du sous-sol, fussent-elles pétrolières. Cela est vrai pour de petits États comme le Gabon ou la Guinée équatoriale et, a fortiori, pour des pays aussi vastes et peuplés que le Mexique, l'Indonésie ou l'Algérie.

Dans ce pays, l'Algérie, les accords d'Évian, qui fixèrent les conditions de l'indépendance, firent la part belle aux compagnies pétrolières françaises. On vit ainsi les recettes fiscales tirées du pétrole diminuer pour le jeune État après 1962. En 1965, la France obtenait la libre disposition des produits extraits du sous-sol, en échange de sa participation à l'industrialisation du pays. Celui-ci était peut-être indépendant politiquement, mais pas économiquement.

Jusqu'en 1970, les compagnies françaises y firent des bénéfices deux fois plus élevés que ce que l'État algérien percevait en impôts. Ces profits leur permirent de financer des investissements de prospection dans d'autres régions du globe, notamment en Afrique noire. L'Algérie avait donc toutes les raisons de nationaliser ces compagnies en 1971.

Mais le peuple algérien ne profite guère aujourd'hui de ces ressources, d'autant que depuis une quinzaine d'années, les compagnies étrangères (dont Total) ont repris le quasi-contrôle de la prospection de nouveaux gisements. Quant à la bourgeoisie, par l'intermédiaire de l'État, et d'abord de sa colonne vertébrale, l'armée, gardienne de ses intérêts, elle domine grâce au contrôle partiel des revenus du pétrole et du gaz. Ces dernières années, ils ont servi en priorité à acheter du matériel militaire. La population, elle, connaît une situation catastrophique : un chômage massif, le manque de logement, les coupures d'eau, des infrastructures obsolètes, des transports collectifs manquants ou délabrés.

L'Afrique saignée de ses richesses

Dans tous les pays soumis à l'impérialisme, plutôt que la manne que certains leur promettaient, le pétrole a constitué une véritable « malédiction » pour les peuples.

En Afrique, à chaque conflit, éruption de violence ou guerre civile, on nous présente les choses comme la manifestation de l'arriération du continent, ou de la résurgence de luttes tribales et religieuses. Mais dans combien de ces

événements se cache la lutte pour le contrôle des richesses pétrolières ou minières ? Non, ce ne sont pas des guerres du passé, mais bien celles par lesquelles le capitalisme prétendument moderne maintient aujourd'hui sa domination.

Et combien de dictatures, de par le monde, ne tiennent que parce qu'elles servent de fournisseurs aux intérêts des capitalistes ? L'actualité récente a permis aux dirigeants français de prononcer des discours indignés à propos de la dictature birmane, et d'évoquer « la retenue » dont devraient faire preuve les industriels. Mais il n'a pas été question d'exiger quoi que ce soit de Total qui y dispose d'installations gazières. Ce n'est évidemment pas Kouchner qui risque de brandir la moindre menace, lui qui a blanchi dans un passé récent cette compagnie accusée de recourir à des travailleurs forcés !

Le Nigeria, où la domination et la prospérité des compagnies pétrolières n'ont jamais été remises en cause (elles assurent 95 % de la production), est un autre exemple frappant des méthodes par lesquelles l'impérialisme domine.

Avec 125 millions d'habitants, il est l'État le plus peuplé et le premier producteur de pétrole du continent africain.

En 1967, quelques années après la proclamation de son indépendance, il a été la victime de la convoitise des impérialismes rivaux. L'enjeu en fut la sécession de la région du Biafra où se trouvaient les gisements de pétrole. On présenta alors cette guerre comme la conséquence d'un conflit interethnique, entre les populations musulmanes du nord et les chrétiens sécessionnistes du sud-est. Elle fut, en fait, alimentée en grande partie par la lutte qui opposait les trusts français et anglais, à commencer par Shell et Elf, et par leur espoir de confiner les activités pétrolières dans cette région au sein d'une entité plus malléable que le vaste Nigeria. Lorsque la guerre cessa, en 1970, on dénombra près de deux millions de morts. Puis Elf se rallia au dictateur en place et partagea avec Shell l'exploitation du pétrole.

En 1993, se produisit un soulèvement de la minorité qui peuple la zone pétrolifère du delta. En guise de représailles, Shell équipa, transporta et paya des bonus de salaires à l'armée nigériane. La répression fut sanglante et brutale : elle fit près de 2 000 victimes. Le porte-parole de la rébellion et neuf dirigeants furent pendus. Les pêcheurs et les agriculteurs, qui composent l'immense majorité de la population, n'ont reçu en héritage que des sols gorgés d'hydrocarbures et des nappes phréatiques polluées. Et la terreur dans cette zone est désormais permanente.

Le pays ne cesse de s'enfoncer dans la misère : le PNB par habitant a été divisé par trois depuis 1970, et aucun besoin élémentaire n'est satisfait : les deux tiers de ses habitants vivent avec moins d'un dollar par jour. Même l'approvisionnement en carburant est un problème car, sans moyens de raffinage, le Nigeria importe 100 % de son essence ! Des centaines de personnes sont mortes ces dernières années, lors d'incendies ou de l'explosion de pipelines qu'elles avaient tenté de siphonner. La majorité des habitants tire donc encore ses besoins énergétiques du charbon de bois. Pas étonnant que le pétrole y soit appelé la « merde du diable ».

Les énormes revenus du pétrole profitent exclusivement aux actionnaires des grandes compagnies ainsi qu'aux cadres du régime et de l'armée, tandis que la population ne connaît que la misère et la violence sous toutes leurs formes.

Des 150 milliards de dollars qui quittent chaque année l'Afrique vers le système financier des pays impérialistes, le pétrole constitue la plus grosse partie. Alors, contrairement aux mensonges en vogue, les pays riches ne dépendent pas du bon vouloir des pays producteurs de pétrole.

Le Congo sous la coupe d'Elf et de l'État français

L'histoire récente du Congo Brazzaville se confond presque, elle, avec celle du groupe Elf, qui a fusionné depuis avec Total en 1999, et donc avec celle de l'État français. Son ancien dirigeant, Le Floch-Prigent a déclaré : « *Elf a été créé pour maintenir l'Afrique et les rois nègres dans l'orbite française par le biais du pétrole. Avec les Algériens, ça a capoté. Avec les rois nègres, ça se poursuit* ». Passons sur la vulgarité et sur le racisme de ce personnage. Mais son cynisme est bien représentatif de celui de la bourgeoisie.

Fondé par De Gaulle en 1966, Elf n'a jamais hésité à soutenir avec l'appui de l'État, et par tous les moyens, les dictatures les plus sanglantes. Son premier PDG fut Pierre Guillaumat, fondateur des services spéciaux pendant la Deuxième Guerre mondiale, puis ministre de la Défense en 1958. Comme le confesse d'ailleurs Le Floch-Prigent, « *Elf n'est pas seulement une société pétrolière, c'est une diplomatie parallèle destinée à garder le contrôle sur un certain nombre d'États africains.* »

La découverte du pétrole bouleversa l'économie du Congo dans les années soixante-dix. Mais de ces gisements, seuls Elf et ses actionnaires se sont repus.

Pendant plusieurs décennies, la compagnie a rempli ses tankers sans les déclarer et n'a pas payé d'impôts à l'État congolais. Les dictateurs successifs laissèrent faire, car ils y trouvaient leur compte sous forme de commissions juteuses. En 1992, des élections succédant aux treize ans du régime de terreur de Denis Sassou Nguesso portèrent Pascal Lissouba au pouvoir. Celui-ci décida de mettre Elf en concurrence avec une compagnie américaine qui paya les arriérés des salaires des fonctionnaires, en échange d'une renégociation d'un contrat pétrolier : la part reversée au Trésor public congolais fut multipliée par deux. Mais cette irruption d'un concurrent dans leur chasse gardée ne plut évidemment pas aux dirigeants d'Elf.

Couverte par l'État français, la compagnie alimenta en sous-main la guerre civile, n'hésitant pas d'ailleurs à armer les deux camps qui s'affrontaient. En 1997, elle soutint militairement l'insurrection victorieuse et sanglante des milices « cobras » de Sassou Nguesso contre son rival.

Aujourd'hui, Total possède des centaines de puits ainsi que des plates-formes off-shore d'où elle tire 12 % de sa production.

L'argent du pillage de l'Afrique ainsi accumulé par Elf et Total alimente une kyrielle d'intermédiaires. Parmi eux, il faut compter les représentants du personnel politique français auxquels ces compagnies ont versé des sortes de pourboires pendant des décennies. Mattei, le premier patron du groupe italien ENI, disait à propos de ce type de relations : « *Les partis politiques, c'est comme un taxi. Quand on en a besoin, on les siffle, on monte dedans puis on l'abandonne une fois arrivé.* »

Dans le cas français, le flux a alimenté en premier lieu les partis gaullistes, mais aussi tous ceux qui ont assumé la direction des affaires politiques de la bourgeoisie. C'est ce que le grand public a découvert notamment il y a quelques années, lors du procès des dirigeants d'Elf où une partie de ces agissements a été dévoilée.

Et à en croire André Guelfi, l'un des margoulins de cette affaire, alias Dédé la sardine, « *si la justice devait mettre en prison tous ceux qui ont touché de l'argent d'Elf, il n'y aurait plus grand monde en France pour former un gouvernement !* »

Devant l'avalanche de faits, la justice n'a pu que condamner Le Floch-Prigent et certains de ses co-accusés. Ce fut toutefois à des peines bien dérisoires.

Mais au fond, ces valises de billets et autres commissions plus ou moins occultes ne sont pas vitales pour ces grandes compagnies. Elles n'ont pas besoin de contourner la légalité. Car toutes les lois, nationales ou internationales, sont faites pour protéger leurs intérêts, et pas seulement les « paradis fiscaux » sur lesquels se focalisent certains. En réalité, les majors et leurs filiales n'acquittent que des impôts infimes. Et comme l'a montré, après bien d'autres, le naufrage du navire poubelle *Erika*, affrété par Total, les règles du transport maritime assurent également l'impunité à ceux qui polluent les côtes depuis des décennies. À côté de cette domination, les ronds de jambe et les annonces actuelles autour du « Grenelle de l'environnement » ne sont que des phrases creuses et du bavardage !

Des guerres qui empestent le pétrole

Nous ne reviendrons pas, dans le cadre de cet exposé, sur le récit des deux guerres menées par l'impérialisme américain et ses alliés en Irak ces quinze dernières années, ni sur la situation générale au Moyen-Orient. Soulignons malgré tout que le fait que cette région soit la plus importante zone de production du pétrole dans le monde n'est évidemment pas étranger à la présence permanente des forces armées américaines et à ses récentes interventions.

Quels qu'aient été les projets des États-Unis en Irak dans le secteur de l'exploitation du pétrole, après trois années d'occupation militaire, la production y demeure inférieure au niveau d'avant la guerre. Les zones pétrolières avaient pourtant été les premières à être « sécurisées » et les sommes allouées au nom de la reconstruction de l'Irak étaient avant tout

destinées à remettre en route l'extraction du pétrole et son exportation. L'entreprise Halliburton, qui avait obtenu le marché de remise en état des installations, en a détourné une bonne partie : cela n'a sans doute pas aidé au redémarrage...

En dictant une constitution au pays, les États-Unis avaient certainement en vue sa partition future en plusieurs entités, dont deux richement dotées en ressources énergétiques, donc plus faciles à contrôler et à mettre en coupe réglée. Avec l'art de la litote, un ancien haut fonctionnaire irakien écrit à ce propos : « *l'Irak est le dernier eldorado pétrolier. Les majors veulent leur part du gâteau, mais les conditions d'exploitation n'ont pas encore été bien définies.* »

Les deux guerres menées au nom du « droit » et de la « démocratie » ont débouché sur le chaos et la misère généralisée pour la population. Elles ont fait des centaines de milliers de victimes, détruit des pans entiers de l'économie, mis à bas le réseau de distribution de l'électricité, de l'eau et le système de santé. C'est une sale guerre que mènent les troupes américaines et leurs alliés dans la région et nul ne peut en prédire l'issue. Mais cette barbarie n'a que trop duré. Il faut que les armées des pays impérialistes quittent l'Irak !

Tous les conflits en cours n'ont bien sûr pas pour fondement la lutte pour le contrôle des richesses pétrolières ou gazières, même s'il existe des ouvrages entiers sur la « géopolitique du pétrole ».

Mais qui peut prétendre que les enjeux énergétiques sont absents des guerres au Caucase, au Tchad et donc aujourd'hui au Darfour, ou des crises politiques survenues, plus récemment, en Bolivie ou au Venezuela ? George Bush en convient à sa manière lorsqu'il déclare dans son discours sur l'État de l'Union de 2007 : « *Nous avons un sérieux problème : les États-Unis ne peuvent se passer de pétrole, lequel est souvent importé de régions du monde où règne l'instabilité.* » Mais, c'est justement parce que ces régions sont sous la coupe de l'impérialisme que les crises y prennent des proportions si dramatiques !

Les mensonges sur l'actuelle flambée des cours du pétrole

Au-delà de cette instabilité politique, le dernière en date étant l'incursion possible de l'armée turque en Irak, d'autres explications nous sont données pour justifier l'augmentation des cours. La première est l'épuisement des énergies fossiles. Celles-ci ne sont évidemment ni inépuisables ni renouvelables. Mais l'idée selon laquelle le monde serait menacé d'une pénurie à court terme est aussi ancienne que l'exploitation du pétrole lui-même.

Aujourd'hui, la majorité des experts estime qu'il y a une quarantaine d'années de réserves, chiffre du même ordre que celui avancé en 1973. Cela signifie que l'on a découvert de nouveaux gisements au même rythme que certains se sont épuisés. Le Koweït a indiqué récemment que ses réserves seraient deux fois plus importantes que prévues. Et l'Arabie saoudite affirme qu'elle est capable de « *fournir du pétrole pour au moins soixante-dix années* ». Mais de quels chiffres parle-t-on ? Il est bien difficile de le dire, car les seuls dont on dispose sont ceux fournis par les compagnies pétrolières.

Celles-ci parlent de « *réserves naturelles prouvées* ». Il s'agit de gisements considérés comme exploitables, c'est-à-dire suffisamment rentables, aux conditions techniques du moment. Les majors américaines ont d'ailleurs interdiction de faire figurer dans leurs bilans comptables des gisements dont la rentabilité économique ne serait pas prouvée. Dans les faits, elles publient ce qu'elles veulent, en fonction du marché, de la pression des actionnaires et des effets d'annonce qui constituent le petit jeu de ce milieu.

En raison d'un coût estimé trop élevé, les majors n'ont pratiquement pas démarré l'exploitation des gisements de sables bitumineux, identifiés depuis fort longtemps au Canada ou au Venezuela notamment. Ils contiennent pourtant des quantités de pétrole lourd comparables à celles de pétrole dit conventionnel de l'Arabie saoudite. Des réserves en eaux très profondes sont répertoriées et ce jusque dans l'Arctique. Les ingénieurs sont également capables, désormais, de récupérer beaucoup plus que le quart d'un gisement, comme c'était le cas jusque-là. Des puits, parfois fermés depuis des décennies, ont d'ailleurs été rouverts depuis quelques années, rentabilité oblige. La technologie permet en outre de transformer, par exemple, du gaz ou du charbon en pétrole, et les majors sont déjà implantées dans ces secteurs.

Au-delà des interrogations d'ordre géologique, ces incertitudes sur les réserves font le jeu des spéculateurs et sont entretenues pour nous faire accepter l'augmentation des prix comme une fatalité, voire comme une nécessité pour préserver l'avenir. Le moins que l'on puisse dire est qu'on ne peut leur faire aucune confiance !

Une autre raison largement invoquée pour expliquer la flambée des prix, est l'augmentation de la demande, en particulier celle de la Chine (qui sert beaucoup de coupable idéal ces derniers temps). Son taux de croissance

serait si important que ses besoins en acier, en ciment et en pétrole exploseraient.

D'une façon générale, si la consommation de pétrole a augmenté ces dernières années, de 1,5 % en moyenne annuelle depuis dix ans, c'est de façon bien modeste. En tout cas, cette hausse mineure ne justifie en rien l'explosion des cours. Et pour ce qui est de la Chine, dont la population représente 20 % de la planète, elle n'absorbe que 6 % de la consommation mondiale de pétrole, soit quatre fois moins que celle des États-Unis, pourtant beaucoup moins peuplés.

Une hausse voulue par les trusts pétroliers...

Non, ce n'est pas du côté de la muraille de Chine qu'il faut chercher les causes de la hausse des cours, mais du côté du fonctionnement de l'économie capitaliste. Car, si une guerre dans une zone de production, une faible augmentation de la demande, voire un simple cyclone sont capables de provoquer des variations de cours de 20 ou 30 %, c'est que cette situation de pénurie et d'instabilité est maintenue par les compagnies pétrolières d'un bout à l'autre de la chaîne de production, depuis la prospection jusqu'à la distribution, en passant par le raffinage.

Les pays de l'OPEP ne sont de nouveau pour rien dans cette histoire. D'abord parce qu'ils ne représentent aujourd'hui que 40 % de la production mondiale. Et bien qu'étant pour la plupart nationalisées, ou sous le contrôle majoritaire de l'État, leurs compagnies n'en sont pas moins dépendantes du marché mondial. Quant aux États qui les possèdent, ils sont eux-mêmes soumis aux lois de ce marché. Pour l'exploration et la construction d'infrastructures, ils continuent d'être sous la coupe d'entreprises spécialisées comme Schlumberger ou Halliburton qui sont les seules à disposer de la technologie et des capitaux nécessaires. L'Iran annonce par exemple depuis plusieurs mois qu'il est contraint de baisser sa production et de rationner sa population, en raison du caractère vétuste de plusieurs de ses installations et du manque d'investissements des compagnies étrangères.

L'extraction dans les pays développés est contrôlée par des compagnies privées, dont les cinq premières (Exxon-Mobil, Shell, BP-Amoco, Total et Chevron-Texaco) ont une position écrasante. Elles continuent par ailleurs d'exploiter directement le pétrole dans toute l'Afrique et dans tous les pays pauvres non membres de l'OPEP. En Indonésie, en Amérique latine et dans plusieurs pays issus de l'ex-URSS notamment, elles interviennent en coopération avec les compagnies nationales, ce qui leur permet de ne pas assumer tous les frais.

Mais, c'est surtout au niveau du raffinage et de la distribution que la position des majors demeure hégémonique. Les deux tiers du pétrole sont raffinés en effet dans les pays capitalistes avancés, tandis que les pays de l'OPEP en raffinent moins de 10 %. Le Venezuela, cinquième exportateur mondial, et premier fournisseur des États-Unis, est contraint d'importer de

l'essence. De même que l'Iran, dont les installations de raffinage ont été détruites dans la guerre contre l'Irak au début des années 80.

Au moment même où, à la fin des années 70, le spectre de la pénurie était de nouveau agité, les compagnies ont réduit de façon drastique leurs investissements dans ce secteur. En cinq ans, les capacités de raffinage chutèrent de près de 20 %. Elles sont aujourd'hui à peu de choses près identiques à leur niveau de 1980, pour une production pétrolière qui s'est accrue. En France, ces capacités ont été divisées par deux. Aux États-Unis, la dernière raffinerie a été construite il y a une trentaine d'années. Celles existantes sont d'ailleurs tellement vétustes qu'elles tombent en panne. Des accidents graves s'y produisent régulièrement, comme à Texas City en avril 2005, où l'explosion d'un complexe appartenant à BP, et construit en 1934, a fait 15 morts et 105 blessés. Par leur politique volontaire de sous-investissement, les industriels limitent la quantité de produits pétroliers disponibles, au point de provoquer des risques de pénurie.

Les compagnies ont la même attitude dans l'exploration et la production. En 2004, il n'y avait par exemple plus que 32 000 puits ouverts dans le monde, contre 52 000 sept ans plus tôt.

Le manque d'investissements et d'entretien a été également à l'origine de l'arrêt momentané, l'hiver dernier, de l'exploitation des gisements de BP en Alaska (les plus vastes d'Amérique du Nord). Les pipelines s'étaient mis à fuir dangereusement...

Avec la flambée des prix, les compagnies engrangent donc des profits gigantesques. L'an passé, les cinq majors ont réalisé plus de 100 milliards de dollars de profits.

Total a publié un bénéfice de 15,5 milliards de dollars, le plus gros jamais fait par une entreprise française. La seule compagnie Exxon, numéro un mondial du secteur, dispose d'un chiffre d'affaires supérieur au produit intérieur brut de cent quatre-vingts des cent quatre-vingt-quinze pays membres de l'ONU. Autant dire que les actionnaires de toutes ces multinationales sont bien les véritables maîtres de la planète.

Pour pouvoir exploiter de nouveaux gisements ou améliorer les techniques actuelles, les capitaux qui doivent être injectés sont énormes et les grandes compagnies disposent des moyens nécessaires. Mais cela signifierait immobiliser des centaines, voire des milliers de milliards de dollars, sur une période de vingt ou trente ans. Et cette nécessité se heurte à la logique du profit et de la concurrence capitalistes. Les activités financières et spéculatives attirent en effet actuellement beaucoup plus de capitaux que ceux dévolus à l'augmentation des forces productives. Ces placements ont le mérite pour la bourgeoisie d'être à très court terme. Les compagnies se contentent donc d'investir à minima, lorsqu'elles y sont contraintes par les conséquences de leur propre politique et lorsque les perspectives de profits sont suffisantes. C'est l'augmentation du prix du pétrole qui, en dernière analyse, finance ces investissements indispensables. Et c'est pourquoi, depuis la fin des années soixante, la tendance générale du marché est à la hausse et est marquée par l'essor des phénomènes spéculatifs.

... aggravée par les spéculateurs.

Ceux-ci représentent un puissant vecteur de la flambée des prix, bien qu'il soit impossible de connaître le montant réel des plus-values dans ces activités de vente et de revente de pétrole qui attirent tous les grands acteurs de la finance. Les majors disposent de sociétés spécialisées dans ce type d'activités dont les agents brassent des millions de barils virtuels et sont appelés des « *raffineurs de risques* ». Et c'est bien le seul secteur du raffinage qui bénéficie d'autant de capitaux !

Aujourd'hui, il existe en gros deux sortes de marché pour le pétrole. Celui d'abord dit « spot » ou « instantané », sur lequel ce sont des stocks bien réels qui s'échangent, à tel prix, pour telle cargaison se situant à tel endroit dans le monde. Le prix y varie en permanence selon l'offre et la demande.

Il existe ensuite des marchés dits « à terme » dont les deux principaux sont situés à Londres et à New York. Aucune cargaison de brut ne s'y échange mais du pétrole dit « papier » à livrer pour une échéance donnée. Quand un tanker quitte le golfe Persique pour 90 jours de mer, sa cargaison, pour ne rien dire du navire lui-même, peut être revendue plus de cinquante fois tout au long du parcours. Au total, on estime qu'à 570 barils de pétrole « papier » négociés, ne correspond qu'un seul baril réel de pétrole. Et depuis 2003, le nombre de ces contrats négociés à New York a été multiplié par quatre !

Les risques des spéculateurs sont d'ailleurs relativement minimes puisque la mise de fonds nécessaire est dérisoire. Ils ne doivent en effet déboursier que 3,8 % du total des sommes engagées.

Ce sont bien les financiers et non l'OPEP qui règnent sur ces marchés. Voici d'ailleurs comment Alan Greenspan, ancien président de la Réserve fédérale américaine et souvent qualifié de « gourou de la finance », en convient dans ses mémoires : « *quand il apparut [...] que l'industrie pétrolière n'investissait pas assez dans la production de brut pour répondre à la demande croissante, on en augura que les prix monteraient encore ; les fonds spéculatifs et d'autres investisseurs institutionnels qui cherchaient des placements à long terme dans le pétrole commencèrent à enchérir sur les prix* ».

Les classes populaires victimes de la mainmise des trusts et du racket des États

Dans les pays pauvres, y compris dans ceux qui produisent d'importantes quantités de pétrole, la population subit de façon dramatique les variations des cours et de cette organisation criminelle de l'économie.

Dans les pays riches, ce sont aussi les travailleurs et l'ensemble des couches populaires qui supportent les frais de l'augmentation des carburants. Cela concerne en premier lieu les trajets quotidiens pour se rendre au travail.

Or la part que consacrent les ménages aux transports, 15 % en moyenne en France, et beaucoup plus dans les milieux populaires, est, après le logement, le poste le plus important. Et à défaut d'un réseau de transports en commun suffisamment développé et bon marché, voire gratuit, la majorité des travailleurs sont contraints d'utiliser leur voiture. Il s'agit donc d'un impôt forcé.

À l'essence, il faut ajouter les dépenses pour le chauffage, le fioul domestique, mais aussi le gaz, puisque les prix de celui-ci ont été indexés sur ceux du pétrole sans aucune justification.

La facture devient également de plus en plus insupportable pour les marins-pêcheurs, notamment les chalutiers, et pour les petits agriculteurs, malgré l'existence de certaines compensations fiscales. Inutile de dire que les tarifs auxquels les mareyeurs et les grandes surfaces achètent leurs produits n'ont pas augmenté dans les mêmes proportions. Loin s'en faut.

Dans ce racket, les gouvernements sont plus que complices.

En France, la taxation, TVA et taxe intérieure sur les produits pétroliers (la TIPP), s'élève à 72 % du prix de vente moyen du super et 63,4 % de celui du diesel. La TIPP représente même la quatrième ressource du budget de l'État. Il y a quelques années, le gouvernement Jospin avait fait mine de vouloir limiter la hausse en instaurant un système complexe qui faisait varier cette taxe en fonction du prix du baril. Mais le taux de TVA, lui, était resté inchangé. Ce système bien dérisoire a été abandonné en 2002.

Mais à aucun moment, la gauche n'a imposé la moindre mesure contraignante à l'encontre des compagnies pétrolières. Il ne fut jamais question de taxer les profits. Elle a servilement protégé les intérêts d'Elf et Total, notamment sur le continent africain. Sur le plan des transports, elle a continué la politique de démantèlement du fret à la SNCF et a favorisé les transporteurs routiers.

Quant aux écologistes, ils se félicitent de la hausse des prix, qui confirmerait selon eux la nécessité de rationner nos dépenses et de passer à d'autres sources d'énergie. Yves Cochet explique ainsi que *« la réalité "matérialiste" du monde, c'est que le pétrole devient rare et plus cher, et qu'il faut en sortir »*. Que les classes populaires soient victimes de la hausse actuelle indiffère totalement ces gens-là. C'est une « réalité matérialiste » qu'ils ne veulent pas voir. Aujourd'hui, les responsables socialistes n'hésitent pas à augmenter la TIPP dans les régions qu'ils dirigent. Ils préfèrent, eux aussi, le rationnement par l'argent, le plus injuste et le plus hypocrite.

Face au mécontentement de la population, tous les gouvernements se sont contentés de quelques phrases creuses pour donner le change. On nous a même expliqué qu'il n'y avait aucune « cagnotte » pétrolière dans le budget de l'État, car la consommation avait reculé. Mais si cela était avéré, cela signifierait justement que les actionnaires sont bien les seuls à tirer parti de la hausse des prix, qu'ils opèrent leur ponction en toute impunité et avec le plus grand cynisme. Alors oui, pourquoi la population serait-elle la seule à faire des sacrifices ?

Le bon sens voudrait qu'on impose davantage les bénéfices fantastiques des groupes pétroliers, et que leurs revenus soient soumis à un contrôle étroit. Or, c'est l'inverse qui s'est passé. Depuis trente ans ils ont, comme l'ensemble des entreprises, bénéficié de la baisse de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, de subventions, d'allègements d'impôts ou de réductions de cotisations sociales. Les dirigeants de Total ont le cynisme de larmoyer, à chaque fois que le sujet revient sur la place publique, en expliquant qu'ils payent déjà des impôts dans les zones de production. Les lois de la concurrence ne permettraient pas que la prétendue compétitivité de l'entreprise soit mise en péril. Qu'ils nous ouvrent donc leurs comptes et nous dévoilent leurs montages financiers !

Aux États-Unis, les privilèges des pétroliers et les protections de l'État sont également multiples. Le secteur y a toujours bénéficié de conditions fiscales extrêmement avantageuses. Un rapport universitaire consacré à ces cadeaux concluait déjà, il y a une vingtaine d'années : « *Notre système fiscal est censé être fondé sur le principe de l'impôt progressif. [...] Mais, dans le cas des contribuables exerçant une activité pétrolière, ce principe s'applique en sens exactement contraire. Plus élevé est le revenu net de la production et de la vente de pétrole brut et moins élevé est le taux de l'impôt. Rechercher du pétrole est en somme jouer à pile ou face avec le fisc, suivant une règle fort simple : pile je gagne, face vous perdez. Le fisc perd ainsi toujours.* » Et avec lui, devrait-on ajouter, toute la société.

« Plus on extrait du pétrole... moins il en reste » : cela semble une banalité. Eh bien, c'est pourtant à ce titre que les compagnies bénéficient de taux d'imposition baissant au fil des années, quels que soient le niveau réel des gisements ou les bénéfices qu'elles en tirent !

Depuis la guerre en Irak, les liens des dirigeants politiques avec les majors sont bien connus. Toute la famille Bush a fait fortune dans le pétrole. Condoleezza Rice a fait partie de la direction de ChevronTexaco de 1991 à 2001, et un tanker de cette compagnie porte même son nom... Le vice-président Dick Cheney est un ancien dirigeant du trust Halliburton : l'actuelle administration Bush fait une large place aux intérêts pétroliers et cela facilite sans doute bien des marchés. La politique de l'impérialisme américain ne dépend cependant pas de ces seules relations de connivences ou de famille : elle dispose de racines infiniment plus profondes, que le départ du clan Bush ne remettrait évidemment pas en cause, bien qu'il focalise l'attention de toute une partie de la gauche américaine et européenne.

Pour en finir avec le pillage des réserves énergétiques, il faudra en finir avec la dictature du capital

Il est beaucoup question ces derniers temps du déclin programmé du pétrole, et donc de son rôle dans l'économie. Si cette question est légitime, le véritable problème n'est pourtant pas de savoir quelle énergie supplantera le pétrole, mais quelle forme d'organisation économique supplantera le capitalisme.

Car l'avenir des énergies est indissociable de l'avenir de la société.

Il n'est qu'à voir les conséquences de l'essor d'un carburant prétendument « vert », le bioéthanol. Depuis une trentaine d'années au Brésil, puis plus récemment aux États-Unis, l'agro-industrie s'est tournée, subventions à l'appui, vers la production de céréales et de végétaux pour les transformer en carburant. On parle de l'utilisation prochaine dans le même but du manioc, donc dans les zones les plus pauvres de la planète. Or, la fabrication de ces « bio-carburants » consommerait pour certains d'entre eux davantage d'énergie qu'elle ne permet d'en produire. Leur nocivité pour l'atmosphère vient en outre d'être mise en cause. Mais il y a surtout quelque chose de criminel dans cette orientation. Elle a provoqué en effet une baisse de la production des cultures vivrières et a alimenté une flambée des prix des aliments de base, comme le maïs, dont le cours a grimpé de 75 % depuis un an et demi. Certains évoquent déjà les « émeutes urbaines de la faim » qui pourraient survenir dans des pays comme l'Indonésie, l'Égypte, l'Algérie, le Nigeria ou le Mexique. Au total, 1 milliard 200 millions de personnes ne mangeront plus à leur faim en 2025 si la tendance actuelle se confirme. Tandis que la population ne parvient pas à se nourrir, on utilise des millions d'hectares pour remplir les réservoirs !

Oui, c'est cela l'image réelle du caractère dément de l'économie capitaliste et du règne de la propriété privée. Et l'industrie du pétrole en est le miroir fidèle depuis un siècle.

Ce secteur est en effet l'un de ceux où la domination du capital s'exerce de la façon la plus absolue, en quelque sorte la plus pure. Il est sous la coupe de quelques gigantesques sociétés, qui concentrent une masse de capitaux, comme jamais sans doute dans l'histoire du capitalisme.

Au nom même de la concurrence et de la libre entreprise, quelques trusts, adossés à leurs États, dominent grâce à l'opacité la plus totale, aux mensonges, aux manipulations et aux guerres menées en notre nom.

Ces compagnies ont dicté leurs lois aux États et mis la planète en coupe réglée au mépris des peuples et de l'environnement, c'est-à-dire au mépris de l'avenir même de l'humanité.

Elles décident en toute impunité de la gestion et du devenir des ressources naturelles.

C'est pourquoi ce qui devrait être à l'ordre du jour, c'est bien l'expropriation des grands moyens de production et l'organisation de celle-ci en fonction des besoins du plus grand nombre.

La gestion collective et planifiée des ressources du sous-sol comme de toute l'économie, sous le contrôle démocratique de la population, reste plus que jamais une urgente nécessité. Le communisme demeure la seule perspective réelle pour l'humanité.